

## **Le tourisme dans une économie ouverte : balance touristique et balance des paiements en Italie (1947-1997)**

Maria Luisa Cavalcanti

### Prémisse

L'Italie se situe désormais au sommet du classement des pays industrialisés. Mais les contradictions de son développement, caractérisé par un dualisme territorial marqué et par une forte dépendance par rapport à la conjoncture internationale, en ont fait un modèle original dans lequel le tourisme a eu un rôle qui est loin d'être secondaire.

En effet, dès les premières phases, entre la fin du XVIIIème et le XIXème siècle, considérant la pauvreté et la fragmentation du marché intérieur, certains auteurs ont interprété le développement italien comme un "sous-produit"<sup>1</sup> de celui des économies nord-occidentales. C'est de leur demande que dépendaient les exportations de produits agricoles de luxe, et - avec l'industrialisation - d'industrie légère. Ces économies nous fournissaient également les capitaux nécessaires à assainir les déficits de la balance commerciale. Dans une économie ouverte, et relativement petite, peu dotée de ressources naturelles, largement soumise aux contraintes de la balance des paiements, l'intégration dans le contexte international dut s'appuyer sur l'exportation de la force de travail sous-employée et sur le tourisme, dont les recettes servirent à intégrer les bénéfices des exportations équilibrant ainsi les déficits commerciaux qui croissaient de pair avec l'industrialisation.

Le flux migratoire devint si important que les contributions des émigrés, au début du XXème siècle, représentaient plus de 20% des recettes de la balance des paiements<sup>2</sup>.

La valorisation du tourisme partait d'une expérience déjà solide : l'Italie était la destination privilégiée du tourisme religieux et culturel depuis le Moyen-Age et le "Grand tour" ne fit qu'en exalter la capacité attractive. Ainsi, quand, à la fin du XIXème siècle, commencèrent à se produire les mutations indispensables à la diffusion du tourisme (niveaux plus élevés de revenus et d'alphabétisation, temps libre, mécanisation des transports) dans un contexte favorable à la mobilité des hommes, des marchandises et des capitaux (comme on le sait, on ne réclamait aux voyageurs ni visa ni passeport), l'Italie utilisa sa vocation touristique pour rééquilibrer ses comptes extérieurs. A la fin du XIXème siècle, les rapatriements des gains des immigrés et le tourisme purent enfin combler le déficit commercial et garantir de légers excédents de la balance des paiements. On aboutissait ainsi à l'indépendance des financements extérieurs : une phase brève qui allait vite être bouleversée par la guerre d'abord, et plus tard par la politique économique du fascisme.

Dans ce cadre, le tourisme, entendu au sens de "transfert personnel d'un territoire à un autre d'un revenu monétaire à des fins de consommation"<sup>3</sup>, et comme secteur composite, ou, dans son acception plus récente, transversal, a valorisé des ressources naturelles, climatiques, historiques et artistiques qui seraient autrement restées improductives, en soutenant le développement économique du pays, longtemps bloqué par la rareté des matières premières. Ce processus a non seulement résulté des effets multiplicateurs sur le revenu, déterminés par la demande additionnelle de consommation des touristes intérieurs et encore plus des touristes internationaux, mais aussi de sa nature de secteur *labour intensive*<sup>4</sup>, dans un pays dont l'histoire est caractérisée par un excès chronique de force de travail par rapport aux ressources.

L'objectif de cette recherche concerne pourtant, en particulier, le rôle du tourisme sur l'équilibre de la balance des paiements auquel le développement italien a été fortement assujéti. Cette analyse fera référence aux différents cycles de l'économie italienne, et partira de l'hypothèse selon laquelle les flux touristiques seraient sensibles aux conditions générales de compétitivité du pays déterminées par les fluctuations des prix et des taux de change<sup>5</sup>. Les données quantitatives sont tirées des séries statistiques relatives à la demande étrangère de services touristiques (entrées aux frontières, arrivées et présences dans les structures d'accueil), et, pour ce qui concerne les données

monétaires, à la rubrique voyages à l'étranger de la balance des paiements rédigée par la Banque d'Italie. Dans ces séries, cette rubrique est systématiquement disponible depuis 1931, celle sur les arrivées débute à partir de 1952 tandis que celle sur les structures complémentaires ne commence qu'en 1958. Elles possèdent en outre des degrés différents de fiabilité. Les données sur les entrées incluent une forte composante d'excursionnistes (plus de 50%); celles sur les arrivées et les présences se ressentent de la tentative de la part des hôteliers d'échapper à l'obligation de les déclarer par crainte d'une utilisation des données à des fins fiscales. En-dehors de cela, à partir de 1989, les données sur l'accueil complémentaire sont peu significatives parce qu'elles n'incluent plus les logements non enregistrés au REC (Registre du Commerce), alors que l'importance effective de l'accueil complémentaire est plus de huit fois supérieure aux données officielles<sup>6</sup>. En rétablissant les séries sur la base des techniques précédemment utilisées, on a vu que le mouvement touristique qui implique un paiement pour l'accueil, dépasse de deux fois l'officiel. Même les données monétaires, globalement plus sûres, outre qu'elles se ressentent des liens avec les mouvements de capitaux, ont subi des révisions qui créent des discontinuités structurelles tandis que la série historique de l'Istat s'arrête en 1985. A partir de 1990, en outre, à la suite de la libéralisation monétaire, chaque paiement en liras effectué par des étrangers à l'intérieur de la C.E.E., fut imputé aux voyages à l'étranger, avec un effet de surestimation. Dès 1996, la collecte des informations a été remplacée par des enquêtes sur échantillons<sup>7</sup>.

### Une réflexion à long terme

Il est indubitable que la position de l'Italie dans le tourisme international, après la croissance exceptionnelle des années cinquante et du début des années soixante, qui l'avait portée au sommet des entrées touristiques mondiales<sup>8</sup> et aux premières places pour le volume des flux, s'est progressivement redimensionnée, passant de 15% des arrivées mondiales au début des années soixante à 5,5% environ dans les années quatre-vingt-dix<sup>9</sup>. Mais cette décroissance est l'effet naturel de la diversification du marché touristique qui, d'un côté, a assumé toujours davantage les caractéristiques de l'*intra industry trade*, en particulier en raison d'un tourisme d'affaires important dans les pays qui étaient auparavant exclusivement générateurs de demande touristique, tandis que de l'autre, grâce à la réduction progressive du coût des transports et à la globalisation de l'économie, il a vu augmenter le nombre et la concurrence des pays d'accueil.

Sur le plan intérieur, le redimensionnement par rapport aux autres secteurs productifs est une conséquence du développement et de la différenciation de la structure économique italienne pour laquelle il est impossible d'émettre l'hypothèse d'une spécialisation touristique semblable à celle des pays plus petits<sup>10</sup>. En grande partie pourtant, ce sont les limites des statistiques à en redimensionner le rôle : si la valeur ajoutée touristique oscillait autour de 5,5% du total (la moyenne de l'U.E est égale à 5,5% du P.I.B<sup>11</sup>), elle monterait à 12,4% si l'on considérait le secteur élargi incluant tous les opérateurs touristiques et les institutions publiques du secteur, et à 20% et plus si l'on y intégrait les investissements en infrastructures (comme les ports touristiques). En effet, si le mouvement touristique international est multiplié par six entre 1960 et 1990, et en Europe par 4,8, en Italie il augmente quand même de presque trois fois<sup>12</sup>.

Le calcul de la croissance moyenne exponentielle des séries analysées<sup>13</sup> démontre à quel point les croissances annuelles ont été considérables : entre 1952 et 1996, les arrivées de clients étrangers dans les hôtels croissent en moyenne de 3,5%, les présences de 3,7% environ et les arrivées aux frontières (1948-1996) de 5,3%. Les taux de croissance de l'accueil extra-hôtelier semblent en revanche plus contenus. La comparaison avec la demande italienne indique que les croissances de l'accueil hôtelier sont moins importantes (arrivées 2,9; présences 3,3%) que celles de la demande étrangère, (et vice-versa pour ce qui concerne l'accueil complémentaire) malgré une réduction de la durée des vacances. Ceci confirme la préférence des touristes nationaux pour les formes d'accueil plus économiques (en particulier la location saisonnière).

Pourtant, l'élaboration des données (cf. tableaux en annexe) démontre la tenue remarquable sur le long terme du tourisme italien, malgré la détérioration cyclique de la compétitivité de l'offre.

1948 – 1962.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Italie dut accepter les nouvelles logiques libérales prônées par les États-Unis puisque c'est de leur aide que dépendait la reconstruction<sup>14</sup>. Pour concilier la libéralisation, (c'est-à-dire l'élimination des restrictions quantitatives au commerce international) et l'industrialisation - objectifs potentiellement conflictuels - d'une part, on força les exportations pour substituer une demande intérieure qui fut strictement contenue et, de l'autre, on mit en place une politique douanière protectionniste à la place des barrières quantitatives désormais impraticables pour protéger le marché intérieur<sup>15</sup>. Pour la compétitivité italienne sur les marchés internationaux, on appliqua essentiellement une politique de bas salaires qui, en contenant les consommations, contribuait à limiter les importations à celles qui étaient indispensables au fonctionnement du système industriel. On réglait ainsi la limitation due à la balance des paiements en mettant de côté des réserves de devises étrangères considérables qui, comme par le passé, provenaient essentiellement de l'ampleur des contributions des émigrés et des recettes touristiques<sup>16</sup>. En effet, bien que la part des investissements dans le revenu national fût particulièrement élevée, elle ne l'était pas au point de pouvoir absorber le chômage, et l'exode rural alimentait une forte émigration. On atteignit ainsi en même temps trois objectifs souvent incompatibles : des investissements élevés, une stabilité monétaire et un équilibre des comptes avec l'étranger, donc, un change stable. Le change du dollar resta le même de 1949 à 1971<sup>17</sup>. Au charme naturel du pays s'ajoutait donc une compétitivité de prix notable qui était également due au bas niveau des salaires : ceci explique autant le "miracle économique" que le "boom touristique".

Le fruit de ce développement fut la participation de l'Italie au processus d'intégration européen, mais, en échange d'avantages dans les exportations de produits manufacturés, il la contraignit à se fournir en produits agricoles sur le marché communautaire, le plus cher au monde<sup>18</sup>. Avec le temps, les déficits agricoles allaient devenir le deuxième facteur, après le déficit pétrolier, du passif de la balance commerciale italienne et c'est au solde touristique que l'on allait confier la tâche de l'équilibrer.

Le tourisme international vivait lui aussi une phase de conjoncture favorable et croissait plus que les échanges des marchandises, poussé qu'il était par la hausse des revenus et par la diffusion de la société de consommation moderne<sup>19</sup>. Il allait prendre, de plus en plus, des caractéristiques de masse bien plus marquées que dans la période de l'avant-guerre. Il était très polarisé et la croissance concernait l'Europe et encore plus l'Italie<sup>20</sup> bien que le niveau des prix italiens fût déjà indubitablement plus élevé que celui des pays qui allaient rapidement se révéler de redoutables concurrents tels que l'Autriche, la Grèce, la Yougoslavie et l'Espagne<sup>21</sup>. Mais l'inconvertibilité de la lire (en créant une différence entre les cotations officielles et celles du marché parallèle) rendait le séjour en Italie plus économique, et la qualité de l'offre empêchait la compétitivité de prix des concurrents de prendre le dessus<sup>22</sup>. La fin des restrictions monétaires (introduites spécialement par la France et la Grande-Bretagne pour faire face à la guerre de Corée<sup>23</sup>) et la simplification des procédures bureaucratiques pour l'expatriation contribuèrent considérablement à la croissance. La fin du conflit coréen, en outre, allait augmenter les arrivées de touristes en provenance des États-Unis, c'est-à-dire le segment le plus riche de la demande. La libéralisation monétaire qui s'ensuivit (1956) et qui fit coïncider change officiel et change du marché, ainsi que la convertibilité de la lire (1959) allaient favoriser les voyages en permettant à l'Italie de rejoindre le premier rang mondial des recettes touristiques.

La croissance moyenne annuelle des arrivées aux frontières, entre 1948 et 1952, est égale à 15,7% tandis que les arrivées dans les structures hôtelières (pour les années 1952-1962) et extra-hôtelières (pour la période 1958-1962) sont respectivement de 8,5% et de 8,9%. Les présences, durant cette phase de forte expansion, croissent beaucoup plus que les arrivées (14% environ pour les hôtels; autour de 17,3% pour l'accueil complémentaire). Les croissances moyennes annuelles des flux touristiques internes, bien que notables, se révèlent toutefois plus faibles, dans la mesure où les revenus des Italiens, en raison aussi de la politique de limitation des salaires, étaient encore modestes mais garantissaient de toute façon un mouvement des présences notablement supérieur à celui des arrivées, en particulier pour les structures extra-hôtelières.

L'augmentation des flux trouva immédiatement une correspondance dans les entrées touristiques qui récupérèrent rapidement les niveaux d'avant-guerre: en 1950, elles dépassaient déjà celle de 1923, année qui enregistre l'un des niveaux les plus élevés de la période de l'avant-guerre<sup>24</sup>. L'augmentation des présences et du séjour moyen produisait des soldes croissants de la balance touristique et une meilleure couverture du déficit commercial qui passait de 6,60% en 1948 à 284% environ en 1959 en raison également de la croissance soutenue des exportations, effet de la politique d'*export led*. Mais même les années où le déficit fut plus élevé, le pourcentage de couverture lié aux recettes touristiques tournait autour de 80%<sup>25</sup>. Le tourisme passif, trop coûteux pour les revenus des Italiens, était en effet de faible importance. Les opérations invisibles, parmi lesquelles les recettes touristiques se situaient désormais au premier rang (malgré la masse des rapatriements d'argent d'une émigration encore très élevée), créaient des excédents élevés dans les transactions courantes<sup>26</sup>. La balance touristique est désormais en mesure de couvrir les déficits commerciaux et "l'apport économique" montre des augmentations tout à fait respectables (13% entre 1959 et 1960 et 14,3% l'année suivante<sup>27</sup>); l'emploi dans ce secteur passera de 132.284 employés en 1954 à 208.561 (+58%) en 1960<sup>28</sup>.

Au cours des années 1948-1962, les recettes touristiques croissent en effet de 24% environ par an et comme les dépenses touristiques enregistrent, en pourcentage, une croissance moyenne semblable, mais sur des valeurs absolues assez inférieures, le solde augmente aussi dans les mêmes proportions (24,1%).

Les aspects négatifs de la diffusion du tourisme de masse impliquant les classes à revenus bas, commençaient à se faire sentir sur le plan qualitatif: il tendait à se concentrer sur les mois d'été, et à se déqualifier, comme le démontrent les données sur les présences dans les établissements hôteliers de catégorie plus modeste ou encore celles de l'accueil complémentaire<sup>29</sup>, ainsi que l'augmentation des excursionnistes par rapport aux touristes<sup>30</sup>.

1963-1972.

A partir de 1963, parallèlement à la dégradation de la conjoncture internationale, se réduisirent et les croissances de revenus et celles des recettes touristiques. Pour la première fois, les salaires, et donc les coûts, avaient augmenté plus que la productivité parce que le plein emploi qui s'était créé dans les régions du "triangle industriel" rendait nécessaire d'y attirer la main-d'oeuvre sous-employée du Sud de l'Italie<sup>31</sup>. L'aggravation des relations industrielles, le plus grand pouvoir des syndicats, les craintes déclenchées par l'entrée de la gauche au gouvernement, provoquèrent une crise des investissements et des exportations de capitaux sans précédent. Ces exportations commencèrent à devenir évidentes déjà au cours de l'été 1962 qui enregistra une réduction des recettes touristiques malgré la forte augmentation des arrivées<sup>32</sup>. Le déficit de la balance fut en fait provoqué par le solde passif des mouvements de capitaux: la crise de la lire qui en dérivait entraîna un revirement déflationniste<sup>33</sup> qui réduisit le taux de développement.

La conjoncture internationale défavorable et l'augmentation des prix des services touristiques (+10,6%), sans amélioration de la qualité, allaient avoir des conséquences quelque temps plus tard<sup>34</sup>. Dans l'ensemble, au cours des années soixante, le tourisme italien se dirige vers une phase de maturité. Du côté de l'offre, l'Italie se situait désormais au premier rang, après les États-Unis pour l'équipement d'accueil, et si le rapport qualité-prix satisfaisait globalement le touriste étranger<sup>35</sup>, le bas niveau d'occupation était la cause de coûts plus élevés. Du côté de la demande, émergent et la perte de parts de marché<sup>36</sup> et le déclassement progressif qui était responsable d'une croissance des recettes inférieure à celle des arrivées. L'amplitude du solde de la balance touristique était liée aux niveaux encore modestes (mais en forte progression) du tourisme passif des Italiens, par rapport à celui des autres pays développés<sup>37</sup>. En ce qui concerne en particulier le tourisme de masse dans les stations balnéaires, l'existence d'une concurrence acharnée, basée presque exclusivement sur des facteurs de prix, aurait nécessité une politique de plus grande envergure pour éviter de perdre les segments les plus riches de la demande.

Sur le plan quantitatif, à partir de 1963, on peut noter le redimensionnement des taux moyens de croissance des variables concernant les entrées aux frontières, ainsi que les arrivées et les présences

de clients étrangers. En ce qui concerne les entrées, au cours de la période 1963-1970, elles chutent à 5,3%; quant aux arrivées dans les hôtels elles tombent à 3%, un taux inférieur à celui de l'accueil complémentaire. La tendance à l'augmentation de la permanence moyenne se maintient cependant, dans la mesure où les taux moyens annuels de croissance des présences sont supérieurs à ceux des arrivées, en particulier pour ce qui concerne l'accueil complémentaire (3,3 contre 6,5% environ). La réduction du taux de croissance des arrivées de clients italiens, en particulier dans l'accueil complémentaire, est moins importante.

Il reste cependant utile d'analyser le mouvement des années les plus critiques. En, 1964, en pleine crise, l'augmentation des recettes touristiques et celle de l'apport économique (+11,1% et +9% environ<sup>38</sup>) furent entraînées par l'augmentation des prix. Les taux de croissance des arrivées et des présences étrangères dans les structures d'accueil s'étaient au contraire réduits (-1,2% et -1,9%) et des contingents croissants d'étrangers choisirent l'accueil complémentaire. Un effet de substitution<sup>39</sup> commença pourtant à se manifester entre les clientèles italienne (arrivées +2,9%; présences +4,7%) et étrangère, ce qui allait souvent préserver les équilibres économiques des entreprises touristiques déjà menacées par un excès d'offre. L'augmentation de l'offre, en effet, avait dépassé celle de la demande en contractant les indices - du moins les officiels - d'occupation des structures<sup>40</sup> tandis que les prix des services touristiques atteignaient les niveaux des nations traditionnellement plus chères et que sur le marché des nouvelles offres alléchantes se multipliaient.

C'est pour cette raison que, dans le cadre de la planification nationale, fut mis en place un plan pour l'augmentation et la rationalisation de l'accueil, en même temps qu'était lancée une campagne pour la transparence des prix qui permettait d'introduire le "tout compris", les menus touristiques, etc. Déjà en 1965, l'attention majeure portée au secteur touristique ainsi que des améliorations importantes des voies de communication (l'ouverture du tunnel du Mont-Blanc et du Grand Saint-Bernard, l'Autoroute du Soleil, etc.) portaient leurs fruits: environ 24 millions d'entrées (+8,1%) et des augmentations parallèles des arrivées, des présences hôtelières (+6,4% et +7,1%) et extra-hôtelières (+19,5% et +23,2%), et donc du solde de la balance touristique (+28,4%) tandis que se réduisait la croissance du tourisme passif<sup>41</sup>. Les facteurs potentiellement négatifs - comme la concession aux travailleurs de congés plus longs et la diffusion de vols charter qui rendaient accessibles des destinations plus lointaines - s'étaient transformés en avantages, dérivant des quotas plus importants de touristes étrangers vers le Sud de l'Italie, ceci grâce aussi à des augmentations de prix des pays concurrents plus importantes qu'en Italie<sup>42</sup>.

Durant la crise de 1963 et 1964, autant pour la réduction des taux de croissance des recettes touristiques que pour l'augmentation du déficit commercial, le niveau de couverture du déficit recommença à se situer entre 40 et 50% environ<sup>43</sup>. Une fois la crise passée, on assista à un changement structurel de la balance des paiements italienne : à partir de 1965, les exportations allaient commencer à dépasser de façon stable les importations (si l'on exclue l'*oil deficit* qui allait se manifester à partir de 1973). Le solde de la balance touristique réussissait toujours mieux à couvrir les importations<sup>44</sup>.

L'année 1967 fut encore plus difficile, mais surtout en raison des facteurs extra-économiques (les tensions au Moyen-Orient), même si les perturbations des changes ne furent pas étrangères à cette crise. La dévaluation de la livre sterling et des autres monnaies de cette zone, et un déroutement partiel des flux allemands vers les pays où l'on investissait des capitaux nationaux dans les structures touristiques, firent chuter les arrivées de touristes étrangers (-6,1% tant pour l'accueil hôtelier qu'extra-hôtelier) et les présences (-3,8 et -1% respectivement). Les recettes touristiques diminuèrent (-2,5%)<sup>45</sup> et plus encore le solde de la balance touristique (-6,1%), pour une croissance du tourisme passif très supérieure à celle du tourisme actif (+14%). Seule la consolidation du tourisme intérieur en atténua l'impact sur les entreprises hôtelières (arrivées +5,2; présences +7%). En 1969, une nouvelle phase d'expansion redimensionna les effets de la dévaluation du franc. La réévaluation du mark poussait les flux toujours plus importants d'Allemands non seulement vers d'autres destinations méditerranéennes, plus économiques, mais aussi vers l'Italie et le mouvement du flux allemand représentait alors la variable la plus significative du tourisme européen. La demande anglaise aussi avait repris après la fin des restrictions monétaires érigées inutilement pour défendre la livre sterling. Ces flux étaient pourtant redimensionnés par des hausses de prix

considérablement supérieures à celles des pays concurrents : l'Enit calcule que la valeur réelle des recettes en 1970 était inférieure de plus de 10% à celle de 1969<sup>46</sup>.

1973-1979.

A la fin des années soixante, dans un contexte d'inflation internationale croissante, s'était créée, en Italie, une situation très voisine de celle du plein emploi qui (après des agitations syndicales de forte intensité) avait causé une distribution des revenus moins favorable aux profits. La désaffection des capitalistes se manifesta par la réduction des investissements et les fuites de capitaux. L'augmentation des salaires se solda par un différentiel inflationniste élevé qui, de son côté, était causé par des politiques expansives de *deficit-spending* pour soutenir le développement<sup>47</sup>. Les coûts unitaires s'accrurent et, à cause du régime de changes fixes, la nécessité de maintenir les parts de marché se traduisit par la réduction des marges de profit des entreprises exportatrices. Les délais importants nécessaires à la restructuration des entreprises (processus qui allait entraîner, outre de fortes hausses de productivité, la décentralisation de la production vers de petits sous-traitants, donnant ainsi naissance au modèle de développement basé sur les petites entreprises<sup>48</sup>), conduisirent à rétablir la compétitivité de prix, perdue à cause de l'augmentation des salaires, en recourant à la dévaluation pour protéger les secteurs exportateurs et ceux du marché intérieur. Il s'agissait là d'un choix presque obligé, dans la mesure où une politique protectionniste aurait été interdite par la CEE et le GATT.

En effet, en 1973, le gouvernement italien, profitant de la crise du système monétaire international, passa à un régime de changes fluctuants qui fut géré par les autorités monétaires de façon à réaliser une dévaluation différentielle de la lire qui protégeait les exportations italiennes. Mais le problème de l'équilibre de la balance des paiements dépendait seulement en apparence des opérations courantes parce qu'il était en réalité provoqué par des fuites massives de capitaux qui s'effectuaient par le biais de la surfacturation des importations et de la sous-facturation des exportations, l'arrêt du flux des rapatriements des gains des émigrés, le mouvement touristique. Aucun contrôle monétaire n'allait pouvoir s'opposer aux choix d'une myriade d'opérateurs qui cherchaient à l'étranger une rémunération plus importante, puisque les taux d'intérêt italiens, dans le but de contenir l'endettement de l'État, étaient maintenus artificiellement à un niveau si bas qu'il en devenait négatif en termes réels.

Par ailleurs, l'action de la spirale inflation-dévaluation, seulement renforcée (et non pas créée comme on le pense) par l'augmentation du prix du pétrole<sup>49</sup>, protégeait les marges de profit dans la mesure où la dévaluation permettait de transférer chaque augmentation des coûts sur les prix. Comme l'inflation, en érodant les salaires réels, risquait de rendre plus aiguës les tensions déjà graves dans les relations industrielles, les entrepreneurs acceptèrent en 1975 l'indexation totale des salaires, avec pour conséquence, le renforcement de la spirale inflationniste.

Au niveau mondial, comme réaction à la dévaluation du dollar, on diffusa des mesures protectionnistes de type non tarifaire<sup>50</sup> (comme des contingents et des obstacles administratifs et sanitaires aux exportations) qui réduisirent de moitié la croissance des échanges par rapport à celle de la décennie précédente. L'Italie qui n'était pas faite pour les politiques néo-mercantilistes se fia aux possibilités offertes par les changes fluctuants et par la dépréciation continue du dollar<sup>51</sup>, qui, jusqu'en 1979, perdit plus de 50% par rapport au mark : le change fut piloté par les autorités monétaires de façon à dévaluer la lire par rapport au mark allemand. La plus grande partie (35%) des exportations et du tourisme gravitaient autour de cette zone, en maintenant la lire le plus stable possible ou bien en la réévaluant par rapport au dollar, monnaie dans laquelle était débitée la moitié des importations. Ainsi, on contenait également l'inflation importée, tandis qu'avec la dévaluation par rapport au mark, on rendait plus compétitives les exportations, et donc aussi les services touristiques italiens, sur les marchés européens.

Dans le même temps, les facteurs d'instabilité au niveau international se conjuguent avec les facteurs internes pour entraîner un processus de croissance du tourisme étranger en Italie plus puissant à cause de la dévaluation, mais sujet à de fortes oscillations<sup>52</sup>. La crise du dollar et le choc pétrolier réduisaient entre temps les taux de croissance du tourisme international : celui des arrivées

touristiques, inférieur jusqu'en 1976 à celui de l'échange de marchandises, tendra ensuite à le dépasser avec des effets de stabilisation du cycle économique<sup>53</sup>. En même temps débutait le processus de diversification selon le caractère de *l'intra industry trade*. L'Europe, qui perdait des positions dans le commerce (à cause de la réduction des échanges à l'intérieur de la CEE), malgré la réduction des taux de croissance, continuait à être la principale destination et la principale source du mouvement touristique (60% environ<sup>54</sup>).

Les taux de croissance du tourisme italien de cette période sont très significatifs. Les croissances moyennes annuelles des arrivées et des présences de touristes étrangers, tant dans les hôtels (5 et 5,6%) que dans les structures complémentaires (5,7 et 5,1%), sont plus élevées que celles de la période précédente. Seule la croissance moyenne annuelle des entrées fut plus limitée. Ceci alors que les statistiques internationales dénonçaient la réduction de la part italienne dans le mouvement européen et mondial<sup>55</sup> à cause aussi de la compétitivité croissante des pays concurrents.

L'exploitation des données souligne de profondes transformations de la demande dues également à des processus de substitution qui n'étaient pas tout à fait positifs. Les flux d'entrées se transformaient à cause de l'augmentation de la demande allemande et de la réduction de la demande nord-américaine, produites par la dévaluation différentielle<sup>56</sup>. Les typologies d'accueil se transformaient également. Bien que la dévaluation de la lire ait entraîné l'augmentation de la compétitivité des services touristiques italiens, les restrictions monétaires des autres pays et les augmentations des prix touristiques italiens plus importantes que celles de nos concurrents (à cause du haut différentiel inflationniste) avaient des incidences sur le séjour moyen dans les établissements d'accueil et faisaient préférer l'accueil extra-hôtelier<sup>57</sup>. Mais, comme le prouvent les données de 1973-74<sup>58</sup>, la demande extra-hôtelière provenant de classes à revenus plus bas était plus instable et plus sensible aux crises conjoncturelles par rapport à la demande dirigée vers les hôtels de luxe ou de catégorie supérieure. La substitution concerne en outre la demande touristique étrangère et la demande intérieure : depuis 1970 (comme cela s'était déjà produit en 1963-64), c'est la demande intérieure, poussée par l'augmentation des salaires et bloquée à l'intérieur par les restrictions monétaires, et non plus la demande étrangère, qui tire le secteur hôtelier. Les croissances moyennes annuelles révèlent pourtant que, sauf exception, la demande extérieure fut la composante plus dynamique de la demande touristique parce que la demande italienne eut des augmentations annuelles notablement inférieures et trouvait des solutions moins coûteuses.

L'instabilité de la demande bloquait entre temps le développement quantitatif de l'équipement d'accueil qui, pendant la première moitié des années soixante-dix, avait été important et fit empirer la qualité de l'offre<sup>59</sup>. Malgré cela, au début des années quatre-vingt, l'Italie était au second rang mondial pour l'accueil hôtelier et au premier pour l'extra-hôtelier.

Quant aux effets macro-économiques, le solde touristique (tout comme l'apport net), en particulier s'il est corrigé par les exportations de capitaux<sup>60</sup>, ne souffre pas de ce cycle : en 1974, la plus mauvaise année, les recettes augmentent de 9,4%, tandis que la chute du tourisme passif (-6,7%), le seul à démontrer une sensibilité au cycle, fait croître le solde de 19,6%. Le calcul des croissances moyennes annuelles confirme la forte croissance des gains et en particulier du solde, dont l'augmentation est même supérieure à celle de la période 1948-1962 : les recettes augmentent de 26% environ; les dépenses de 12,6% seulement, parce que le tourisme italien est bloqué à l'intérieur par les restrictions monétaires<sup>61</sup>, et le solde de 31%. En termes réels, les recettes touristiques entre 1973 et 1979 augmentent de 8,5% consacrant ainsi le succès de la stratégie des changes sur le front touristique également<sup>62</sup>.

Cependant, la balance touristique, à cause et de *l'oil deficit* et des exportations occultes de capitaux, réussit à couvrir seulement 41,8% du déficit en 1973 et 21% en 1974 tandis que la contribution des revenus de l'emploi et des repatriements des gains des émigrés était désormais plus modeste. La bonne tenue du secteur était démontrée par la croissance de l'actif par rapport au PIB<sup>63</sup>, raison pour laquelle la perte de parts de marché fut considérée comme un effet naturel de la diversification.

1980-1992.

Avec la nouvelle décennie, les taux de développement du tourisme mondial se réduisent de la même façon que la polarisation des flux autour de l'Europe<sup>64</sup> en raison de la croissance touristique plus rapide des "new comers". De façon semblable à ce qui se passait sur les marchés des biens, se manifestait un processus de segmentation qui s'articulait dans le temps (plus de touristes), dans l'espace (plus de destinations), par catégories sociales et par classes d'âge, ainsi que par motivations. La segmentation (tourisme de congrès par exemple, tourisme pour raisons de santé, tourisme pour raisons d'études) avait l'avantage de renforcer la demande et d'assurer une meilleure distribution sur l'année, mais l'instabilité des segments, pris individuellement, réduisait en partie l'avantage de l'augmentation de la demande. En outre, le tourisme fondamentalement concurrentiel lié à la compétitivité des prix, comme par exemple le tourisme balnéaire, se différenciait toujours plus du tourisme fondamentalement oligopolistique des villes de culture et d'art, qui jouit d'une demande plus ferme<sup>65</sup>. Avec le second choc pétrolier (1980-1982), le tourisme prit une tendance cyclique. Son taux d'accroissement se réduisit au moment où celui de la production se bloqua, pour augmenter à nouveau, en même temps que les autres secteurs, avec la reprise de 1983<sup>66</sup>. Ce qui se mettait en place allait ensuite devenir totalement évident au début des années quatre-vingt-dix. La plus grande sensibilité au cycle, malgré la guerre du Golfe, la crise pour la réunification de l'Allemagne et les spéculations sur les marchés monétaires, doit être mise en rapport avec le poids croissant du tourisme d'affaires, un segment riche mais fondamentalement cyclique<sup>67</sup>.

En Italie, les grèves, la criminalité, le schisme de 1980, contribuèrent au contraire à annoncer une situation très pénalisante qui se poursuivra jusqu'en 1992. En 1979, avec l'adhésion de l'Italie au SME, bien qu'ayant une bande d'oscillation plus ample (6%) que celle prévue pour les autres monnaies, cessait la possibilité d'utiliser les dévaluations compétitives pour protéger les exportations et les recettes touristiques, également parce que, entre 1980 et 1985, le dollar fut progressivement réévalué. L'Italie dut se contenter de modestes réalignements tout au plus inférieurs à l'inflation. Avec des changes stables et la lire qui se réévaluait en particulier par rapport aux partenaires du SME, la hausse des coûts produite par l'inflation pénalisait les secteurs exportateurs et le déficit commercial italien, malgré les succès obtenus sur les marchés anglo-américains et sur ceux de l'OPEC, ne pouvait qu'augmenter. Pour la première fois depuis l'après-guerre, on le compensa avec des importations de capitaux qui furent considérées comme le prix à payer pour la stabilité des changes<sup>68</sup> bien qu'en dérivât la hausse des taux d'intérêt au niveau international et donc l'explosion de la dette publique.

Il s'agissait là d'une situation objectivement déflationniste qui empira quand, à partir de 1985, le dollar commença à faiblir parce que, tandis que la compétitivité des produits américains s'améliorait, celle des produits des pays liés au mark s'aggravait, compromettant la croissance européenne et culminant enfin dans la profonde récession du début des années quatre-vingt-dix. En Italie, après la libéralisation des mouvements de capitaux (qui s'ensuivit de la continuelle importation de capitaux à solde des déficits de la balance commerciale) et le passage à la bande de fluctuation plus étroite du SME (1990) qui augmentait la réévaluation en termes réels, la compétitivité des exportations et des services touristiques s'aggravait aussi de façon drastique<sup>69</sup>.

Pour cette raison, à la fin des années quatre-vingt, bien que conservant le quatrième rang mondial des arrivées et le troisième, ou, parfois, le quatrième dans la classification mondiale des entrées, la part italienne du marché touristique mondial chutait de 7,75% en 1986 à 6,2% en 1989<sup>70</sup>. Par contre, il y eut une croissance exceptionnelle du tourisme *outgoing* pour lequel, entre 1980 et 1990, l'Italie atteint la cinquième place avec de fortes croissances annuelles qui portèrent les dépenses touristiques de 2,03% des importations en 1980 à 11,5% environ en 1992. Les prévisions d'une croissance zéro semblent donc se réaliser même si, du moins en partie, comme d'ailleurs pour le reste de l'Europe, cela s'explique par la maturité du tourisme italien<sup>71</sup> et la diversification des pays d'accueil.

Mais la crise du tourisme italien des années quatre-vingt, tout comme l'aggravation des soldes commerciaux italiens par rapport à ceux de la décennie précédente, ne s'expliquait pas seulement par une situation de crise générale. Le commerce mondial se développait plus que la production<sup>72</sup> et le tourisme continuait à augmenter à l'avantage des "new comers" tandis que, soutenue par une conjoncture favorable, on assistait à une nette reprise du tourisme international qui, en couvrant

5,4% du commerce mondial, était devenu la cinquième industrie exportatrice du monde<sup>73</sup>. Pas même la réévaluation du change<sup>74</sup> peut être désignée comme le seul responsable. Le problème était plutôt sa spécialisation prévalante dans un type d'offre (produits traditionnels, tourisme de masse) qui avait besoin d'une dévaluation progressive en l'absence d'augmentations consistantes de productivité. La diminution de la dépense des étrangers fut causée en fait par la perte de compétitivité due, en partie, au différentiel d'inflation, par rapport aux pays concurrents, qui n'était plus compensé par une dépréciation adéquate du change.

Pour une plus grande efficacité de l'analyse quantitative, il semble utile de séparer les premiers cinq ans des années 1986-1992 qui coïncident avec la phase la plus mauvaise de la compétitivité italienne. Les taux moyens de croissance des arrivées de touristes étrangers dans les hôtels passent de 2,7% en 1980-85 à 1,57% durant la période suivante et les présences de 0,04% à une variation négative de 1% environ. On enregistre ensuite un véritable écroulement des arrivées et plus encore des présences d'étrangers dans l'accueil complémentaire, mais le changement des modalités des relevés rend, toutefois, assez peu significatives les données officielles. Si pourtant on procède à une subdivision ultérieure, on note que, tandis que, dans les années 1986-89, les arrivées hôtelières croissent à des rythmes soutenus (4,85%), entre 1990 et 1992 se produit une décroissance moyenne annuelle de 1,58%. Les présences, par contre, augmentent de 1,38% entre 1986 et 1989 et se réduisent de 2% environ les années suivantes. La chute se produit donc entre 1990 et 1992, mais toute la période enregistre une réduction évidente des présences par rapport aux arrivées à cause de la mobilité croissante des touristes. Seul le processus de substitution entre touristes italiens et étrangers, plus visible dans les présences que dans les arrivées, soutient le secteur spécialement dans les trois années difficiles de 1990 à 1992.

En outre, comme la demande extérieure était toujours plus composée d'Allemands (30-33% des arrivées d'étrangers dans les établissements d'accueil et 43-45% des présences) tandis que, en parallèle avec la chute du dollar, se réduisait la demande nord-américaine, la plus riche de toutes, les recettes et le solde de la balance touristique qui, en termes nominaux, semblaient seulement ralentir, en réalité, et plus particulièrement entre 1986 et 1989, se réduisirent en termes réels. Par rapport à la chute moyenne annuelle de 1% des cinq premières années, la période 86-89 voit les recettes se réduire de 3,8% par an. A partir de 1990, à cause du changement de méthodologie des relevés statistiques lié à la libéralisation monétaire, se crée une discontinuité qui empêche de lire les phénomènes réels dans la mesure où les recettes sont surévaluées. La réduction des soldes de la balance touristique provenait surtout de la forte augmentation du tourisme passif qui était un autre effet de la perte de compétitivité de l'offre touristique. Cela poussait le touriste italien, habitué à des logements toujours plus confortables, à privilégier les hôtels étrangers où il bénéficiait d'un meilleur rapport qualité-prix. Cela valait à plus forte raison pour les étrangers. Les opérateurs du secteur avaient des responsabilités importantes parce que, malgré un change fort, et avec le handicap supplémentaire d'un différentiel inflationniste encore défavorable<sup>75</sup>, ils s'étaient donnés pour objectif la rentabilité maximale. Les prix touristiques avaient donc augmenté encore plus que les prix à la consommation, rendant ainsi l'offre italienne chère bien que médiocre<sup>76</sup>.

Le mouvement des touristes étrangers dans les structures d'accueil hôtelières et extra-hôtelières du pays entre 1986 et 1992 rendra plus évidente encore la crise des formes d'accueil plus économiques, l'augmentation des arrivées se limitant à 3,9% tandis que les présences chutent, après 1988, subissant une perte totale de 15,8% (en dégroupant, on enregistre -2,7% pour les présences hôtelières et -40,7% pour les extra-hôtelières).

Pour cette raison, le solde touristique, sauf en 1983 et 1986, ne réussit à couvrir que des pourcentages modestes du déficit des opérations courantes (27,3% en 1991 et 14,1% en 1992), le contraire de ce qui s'était produit jusqu'en 1988. L'unique effet macro-économique qui ne marque pas de fléchissement est celui sur l'emploi qui, dans la période 1980-1992, d'un total de 1172000 employés monte à 1451000, augmentant ainsi par rapport à l'emploi total (de 5,6 à 6,2%)<sup>77</sup>. L'indice de consommation des non-résidents (CINR) aux prix de 1985 chuta de 100 à 82,9 en 1989; à prix courant, leur pourcentage sur le PIB tombait de 2,3-2,6% à un modeste 1,38%<sup>78</sup>, tandis que la part de la valeur ajoutée touristique sur le P.I.B. qui, en 1980, tournait autour de 5,5% était tombée en 1990 à 4,6%<sup>79</sup>.

1993-1996.

Ce fut un objectif facile pour la spéculation que d'imposer en 1992 la dévaluation de la lire. A la même époque pourtant, l'accord sur le coût du travail de juillet 1992 et des politiques sévères en matière de déflation fiscale inauguraient une phase d'assainissement, qui fut, en grande partie, finalisée, et qui allait permettre la participation à l'Euro : une participation payée, pourtant, par un blocage de la croissance que l'on commence seulement maintenant à dépasser.

La dévaluation (jusqu'à fin 1995 la lire se dévalua de 45% par rapport au mark, de 41% par rapport au dollar et de 77% par rapport au yen<sup>80</sup>) ramenait à l'actif le compte marchandise et faisait exploser (jusqu'en 1996) les recettes touristiques tandis que la réduction de la demande intérieure, causée par la politique de déflation, permettait à l'inflation, contrairement aux expectatives, de continuer à baisser. Pour cette même raison, le taux de croissance du tourisme passif se réduisait à des niveaux inconnus jusque-là (3,7%) au bénéfice du solde de la balance touristique. La compétitivité italienne s'améliora progressivement, en particulier vis-à-vis des Nord-Américains et des Japonais<sup>81</sup>, tandis que la réduction de la demande intérieure, le tourisme étant devenu une consommation nécessaire, tendait à se manifester à travers la réduction des présences et la déqualification, qui - en inversant la tendance des années quatre-vingt<sup>82</sup> - fera préférer l'accueil complémentaire.

C'est cela, en effet, que l'on déduit de l'analyse des croissances moyennes qui indiquent une augmentation non seulement des entrées aux frontières (4,2%), mais aussi des arrivées de clients étrangers dans les hôtels, supérieures à celles des années cinquante (11% contre 8,5%), et une augmentation notable des présences d'étrangers qui contrastait avec la modestie des données relatives au tourisme italien dont les présences hôtelières étaient à peu près stationnaires parce que la demande s'orientait de nouveau vers l'accueil complémentaire plus accessible.

Du côté de l'offre, se manifestait entre temps une tendance à la requalification avec la concentration des structures d'accueil, démontrée par l'augmentation des lits et des services<sup>83</sup>, et la disparition des unités marginales. Le développement touristique aussi était, pour cette même raison, tiré par la demande extérieure qui, en 1997, fera grimper les CINR à 2,47% du P.I.B., récupérant ainsi le niveau du début des années quatre-vingt<sup>84</sup>. La persistance d'un différentiel inflationniste par rapport aux autres pays européens, qui était encore plus élevé pour les prix touristiques, était désormais plus que compensée par le décalage du change, qui, en reproposant la stratégie de la dévaluation différentielle des années soixante-dix, restait lié au dollar pour contenir l'inflation importée<sup>85</sup>. A partir de 1996 pourtant, avec la rentrée dans le système monétaire européen, les recettes touristiques se réduisent à nouveau en termes réels<sup>86</sup> même si, en éliminant les avantages de la compétition des prix dans les importants flux intraeuropéens, étant donné la dévaluation de l'Euro par rapport au dollar et au yen, la participation à l'UME lui permet de regagner du terrain par rapport aux flux extra-européens plus riches.

Dans la balance des paiements, la rubrique voyages à l'étranger se comporte désormais comme le compte marchandise, côtoyant les rubriques structurellement positives du textile-habillement et des machines-outils (mais les exportations de ces dernières avaient augmenté beaucoup plus que les recettes touristiques) et son solde couvre le déficit pétrolier qui, avec le déficit alimentaire, est le plus important des rubriques courantes. Au contraire du passé, le solde touristique est resté le seul actif des rubriques invisibles, les revenus du travail et les contributions de l'émigration ayant presque totalement disparu, l'Italie étant devenue entre-temps un pays d'immigration.

Ceci laisse entendre que le tourisme, en tant que secteur transversal, peut demeurer un secteur stratégique même au sein d'une économie développée, bien que son rôle dans la balance des paiements, l'Italie étant devenue exportatrice nette, ait changé puisqu'il est désormais surtout destiné à équilibrer le déficit des rubriques invisibles - causé par l'éternel retard dans le secteur tertiaire - et des mouvements de capitaux.

Au niveau mondial, la croissance du tourisme international est destinée à subir des augmentations ultérieures parce qu'elle implique actuellement un peu plus de 3,2 % de la population mondiale. Face aux scénarii possibles, en fonction de l'augmentation de la tendance à voyager et de la hausse des coûts des voyages inférieure à l'inflation, en termes de compatibilité environnementale, le

redimensionnement ultérieur de la centralité de l'Europe est probable, et peut-être souhaitable. Le pays devra de toute façon s'équiper pour affronter la hausse en valeur absolue qui sera assez importante, même pour de faibles hausses en pourcentages des variables significatives, et pour améliorer la qualité de l'offre, seule stratégie adaptée à un développement soutenable du tourisme.

## ANNEXES

## 1. La balance touristique italienne\* (miliards de lires courantes)

Années	Credits	%	Debits	%	Solde	%
1947	2.0		0.1		1.9	
1948	15.1	655.0	1.4	1'300.0	13.7	621.1
1949	25.0	65.6	4.8	242.9	20.2	47.4
1950	52.0	108.0	10.3	114.6	41.7	106.4
1951	55.8	7.3	10.8	4.9	45.0	7.9
1952	57.2	2.5	10.3	-4.6	46.9	4.2
1953	92.1	61.0	10.4	1.0	81.7	74.2
1954	97.8	6.2	11.4	9.6	86.4	5.8
1955	132.2	35.2	13.4	17.5	118.8	37.5
1956	160.6	21.5	26.1	94.8	134.5	13.2
1957	238.1	48.3	36.4	39.5	201.7	50.0
1958	307.1	29.0	50.2	37.9	256.9	27.4
1959	329.0	7.1	50.8	1.2	278.2	8.3
1960	398.8	21.2	58.6	15.4	340.2	22.3
1961	468.9	17.6	66.8	14.0	402.1	18.2
1962	526.9	12.4	76.7	14.8	450.2	12.0
1963	579.0	9.9	113.6	48.1	465.4	3.4
1964	646.5	11.7	130.2	14.6	516.3	10.9
1965	804.8	24.5	141.5	8.7	663.3	28.5
1966	911.7	13.3	162.9	15.1	748.8	12.9
1967	888.5	-2.5	185.8	14.1	702.7	-6.2
1968	919.9	3.5	226.5	21.9	693.4	-1.3
1969	1024.0	11.3	309.1	36.5	714.9	3.1
1970	1027.5	0.3	455.7	47.4	571.8	-20.0
1971	1176.6	14.5	523.0	14.8	653.6	14.3
1972	1'393.2	18.4	487.4	-6.8	905.8	38.6
1973	1'586.2	13.9	619.0	27.0	967.2	6.8
1974	1'734.6	9.4	577.7	-6.7	1'156.9	19.6
1975	2'133.5	23.0	600.0	3.9	1'533.5	32.6
1976	2'661.1	24.7	588.6	-1.9	2'072.5	35.1
1977	4'202.0	57.9	789.0	34.0	3'417.0	64.9
1978	5'334.0	26.9	1'024.0	29.8	4'310.0	26.1
1979	6'816.0	27.8	1'252.0	22.3	5'564.0	29.1

**1. La balance touristique italienne \* (miliards de lires courantes)**

Années	Credits	%	Debits	%	Soldes	%
1980	7'634.0	12.0	1'634.0	30.5	6'000.0	7.8
1981	8'293.0	8.6	1'600.0	-2.1	6'693.0	11.6
1982	10'879.0	31.2	1'951.0	21.9	8'928.0	33.4
1983	13'098.0	20.4	2'144.0	9.9	10'954.0	22.7
1984	14'437.0	10.2	3'025.0	41.1	11'412.0	4.2
1985	15'953.0	10.5	3'591.0	18.7	12'362.0	8.3
1986	14'691.0	-7.9	4'338.0	20.8	10'353.0	-16.3
1987	15'782.0	7.4	5'880.0	35.5	9'902.0	-4.4
1988	16'144.0	2.3	7'795.0	32.6	8'349.0	-15.7
1989	16'442.0	1.8	9'291.0	19.2	7'151.0	-14.3
1990	19'612.0	19.3	12'136.0	30.6	7'476.0	4.5
1991	23'168.0	18.1	15'118.0	24.6	8'050.0	7.7
1992	28'718.0	24.0	23'647.0	56.4	5'071.0	-37.0
1993	35'667.0	24.2	24'547.0	3.8	11'120.0	
1994	39'654.0	11.2	21'969.0	-10.5	17'685.0	59.0
1995	46'803.0	18.0	23'686.0	7.8	23'117.0	30.7
1996	46'250.0	-1.2	23'898.0	0.9	22'352.0	-3.3
1997	50'847.0	9.9	28'394.0	18.8	22'453.0	0.5

\*Elaboration de l'auteur sur les données suivantes: Basevi, Soci (1978), pp. 216-221; B.I., *Relazione, Appendice*, 1978, t. aF4, p.33; 1987, t.aB48, p.93; 1997, t. aB48, p. 97.

**Recettes touristiques a prix constants\***  
(base 1990): taux de croissance  
exponentielle moyenne

Années	Recettes
1973-1979	8.54
1980-1985	-1.02
1986-1989	-3.83
1986-1992	2.85
1990-1992	11.15
1993-1997	4.18
1971-1997	1.74
1980-1992	-1.94

\*V. note t. n. 1

**3. Recettes touristiques a prix  
courants\***  
*Taux de croissance exponentielle  
moyenne*

<b>Années</b>	<b>Credits</b>	<b>Débits</b>	<b>Soldes</b>
<b>1948-1962</b>	23.99	23.86	24.12
<b>1963-1972</b>	8.30	18.67	4.09
<b>1973-1979</b>	26.07	12.61	31.00
<b>1980-1985</b>	15.81	16.98	15.48
<b>1986-1989</b>	3.60	25.67	-12.81
<b>1986-1992</b>	10.62	26.50	-9.52
<b>1990-1992</b>	19.07	33.35	-19.41
<b>1993-1997</b>	8.63	3.75	16.40
<b>1948-1997</b>	15.12	18.06	13.55
<b>1980-1992</b>	8.98	22.72	-1.61

V. note t. n. 1

**4. Rapport du solde voyages à l'étranger sur le solde des rubriques courantes, des recettes touristiques sur les exportations et des dépenses sur les importations\* (en pourcentage)**

Années	SVE/ SOC	Recettes tour./ Export.	Dépenses tour. / Import.	Années	SVE/ SOC	Recettes Tour./ Export.	Dépenses tour./ Import.
1947	-1.64	1.01	0.03	1973	-65.68	12.32	4.08
1948	65.24	2.44	0.17	1974	-22.20	8.87	2.30
1949	29.97	3.81	0.58	1975	-406.76	9.46	2.57
1950	37.40	6.92	1.21	1976	-88.58	8.72	1.74
1951	131.20	5.44	0.90	1977	156.92	10.63	1.99
1952	-21.88	6.62	0.77	1978	81.92	11.34	2.30
1953	-60.16	10.02	0.75	1979	122.21	11.50	2.08
1954	-181.51	9.91	0.82	1980	-70.32	11.57	2.03
1955	-251.16	11.92	0.87	1981	-64.97	9.57	1.60
1956	-226.81	12.35	1.48	1982	-105.88	11.06	1.77
1957	884.65	15.38	1.79	1983	471.55	11.97	1.89
1958	74.03	19.50	2.77	1984	-264.53	11.14	2.16
1959	60.14	18.56	2.72	1985	-173.84	11.04	2.30
1960	193.63	18.00	2.24	1986	273.09	10.22	3.16
1961	136.54	18.41	2.30	1987	-769.98	10.49	3.91
1962	307.93	18.49	2.24	1988	-101.08	9.70	4.66
1963	-106.65	18.73	2.66	1989	-44.13	8.53	4.76
1964	133.45	21.12	3.20	1990	-38.04	9.64	6.00
1965	48.06	18.13	3.51	1991	-27.35	11.05	7.20
1966	56.65	18.42	3.44	1992	-14.10	13.09	10.97
1967	70.41	16.55	3.45	1993	69.21	13.40	11.46
1968	42.31	14.62	4.02	1994	77.51	12.87	8.76
1969	48.71	14.02	4.43	1995	52.92	12.28	7.68
1970	119.82	12.49	5.38	1996	35.28	11.89	8.10
1971	66.61	12.69	5.68	1997	35.90	12.53	8.71
1972	77.51	12.95	4.55				

\* V. note t. n. 1

**5. Arrivées aux frontières\*:**

*taux de croissance exponentielle moyenne*

<b>Années</b>	<b>Entrées</b>
<b>1948-1962</b>	15.69
<b>1963-1972</b>	5.26
<b>1973-1979</b>	5.65
<b>1980-1985</b>	2.60
<b>1986-1989</b>	1.55
<b>1986-1992</b>	-0.58
<b>1990-1992</b>	-9.27
<b>1993-1996</b>	4.34
<b>1948-1996</b>	5.28
<b>1980-1992</b>	1.50

\*Elaboration sur les données suivantes: Enit, *Statistica del turismo*, 1950-1977;

Istat, *Statistica del commercio interno*, 1978-1982;

pour les années 1983-1984 v. *Collana d'informazione*, 1987, n.13;

Istat, *Statistiche del turismo*, 1985-1997.

**6. Arrivées et présences de clients italiens\*:** *taux de croissance exponentielle moyenne*

<b>Structures hôtelières</b>			<b>Structures extra-hôtelières</b>		
<b>Années</b>	<b>Arrivées</b>	<b>Présences</b>	<b>Années</b>	<b>Arrivées</b>	<b>Présences</b>
<b>1952-1962</b>	4.13	6.71	<b>1958-1962</b>	11.31	9.22
<b>1963-1972</b>	3.15	4.51	<b>1963-1972</b>	9.32	6.96
<b>1973-1979</b>	1.65	1.33	<b>1973-1979</b>	3.89	2.38
<b>1980-1985</b>	1.85	1.18	<b>1980-1985</b>	2.49	0.72
<b>1986-1989</b>	3.79	2.43	<b>1986-1989</b>	-1.40	-3.59
<b>1986-1992</b>	2.89	2.78	<b>1986-1992</b>	-14.57	-23.58
<b>1990-1992</b>	1.38	1.61	<b>1990-1992</b>	3.64	2.44
<b>1993-1996</b>	0.82	0.04	<b>1993-1996</b>	3.34	3.06
<b>1952-1996</b>	2.92	3.27	<b>1958-1996</b>	3.06	0.49
<b>1980-1992</b>	2.76	2.24	<b>1980-1992</b>	-4.57	-9.08

\*V. note table n. 5.

7. Arrivées et présences de clients étrangers\*: taux de croissance exponentielle moyenne

Structures hôtelières			Structures extra-hôtelières		
Années	Arrivées	Presences	Années	Arrivées	Présences
1952-1962	8.46	13.97	1958-1962	8.86	17.28
1963-1972	3.06	3.36	1963-1972	3.62	6.49
1973-1979	5.08	5.64	1973-1979	5.07	5.10
1980-1985	2.87	0.04	1980-1985	0.97	-2.41
1986-1989	4.85	1.38	1986-1989	0.19	-3.40
1986-1992	1.57	-0.98	1986-1992	-6.33	-11.95
1990-1992	-1.58	-2.01	1990-1992	2.01	3.90
1993-1996	10.98	10.30	1993-1996	11.78	12.38
1952-1996	3.52	3.86	1958-1996	2.70	2.64
1980-1992	2.11	0.50	1980-1992	-0.54	-4.71

\*V. note t. n. 5.

<sup>1</sup> F. BONELLI, *Il capitalismo italiano. Linee generali d'interpretazione* in *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1978; L. CAFAGNA, *Dualismo e sviluppo nella storia d'Italia*, Venezia, Marsilio, 1989.

<sup>2</sup> F. BALLETTA, *Le rimesse degli emigrati italiani (1861-1975)*, Napoli, 1976, p. 270 ss

<sup>3</sup> F. BERTOLINO, "Turismo e sviluppo economico" in M. DEL VISCOVO (de), *Economia del turismo in Italia*, Milano, Etas, 1969, p. 6

<sup>4</sup> A. FOSSATI, G.PANELLA, "Tourism and Sustainable Development: A Theoretical Framework" in Id.(ed. by) *Tourism and Sustainable Economic Development*, Boston, Kluwer, 2000, p.6. Le tourisme tend en effet à faire croître l'emploi plus que le PIB. Le niveau de l'emploi dans le secteur a augmenté par rapport au total de 8-9%. V. Ministero del Turismo e dello Spettacolo (MTS), *rapporto sul turismo italiano*, Roma, 2000, p. 223

<sup>5</sup> PL. GRASSELLI, *Economia e politica del turismo*, Milano, Franco Angeli, 1989, p. 54.

<sup>6</sup> En 1991, on estimait que les résidences secondaires disposaient de 14 millions de lits distribués dans 2,9 millions d'habitations, c'est-à-dire 8,2 fois plus que les lits enregistrés dans les hôtels évalués à environ 1700000 (MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, Milano, Il Sole 24 Ore, 1993, p. 472).

<sup>7</sup> Banca d'Italia (BI), *Relazioni*, Roma, 1995, pp. 27-28.

<sup>8</sup> Ente Nazionale Italiano per il Turismo (Enit), *Statistica del turismo*, Roma, 1957, n. 31; Enit, 1966, n. 64-65, p. 102.

<sup>9</sup> La part sur les entrées oscille au contraire autour de 7% (MTS, *rapporto sul turismo italiano*, Roma, 2000, p.15).

<sup>10</sup> A. LANZA, F. PIGLIARU, *Why Are Tourism Countries Small and Fast Growing?*, in A. FOSSATI, Panella G.,(ed. by) *Tourism and Sustainable Economic Development*, Boston, Kluwer, 2000, p. 57 ss.

<sup>11</sup> MTS, *op.cit.*, 1993, p. 21.

<sup>12</sup> MTS, *op.cit.*, 1993, p. 1. Les données sont de l'OMT.

<sup>13</sup> Jusqu'en 1977 nous avons utilisé les statistiques de l'Enit. A partir de 1978 (une fois arrêtée leur publication) les séries correspondantes de l'Istat, *Statistica del commercio interno*, Roma, 1977-1982 et , *Statistiche del turismo*, Roma, 1985-1997.

- <sup>14</sup> G. MORI, *L'economia italiana fra la fine della seconda guerra mondiale e il "secondo miracolo economico" (1945-1958)*, "Storia dell'Italia repubblicana", vol I, Torino, Einaudi, 1994, pp. 195-95; J.L. HARPER, *America and the reconstruction of Italy, 1945-1948*, London, Cambridge U.P., 1986.
- <sup>15</sup> M.L. CAVALCANTI, *La politica commerciale italiana, 1945-1952. Uomini e fatti*, Napoli, 1984, pp. 198-200.
- <sup>16</sup> R.M. STERN, *Il commercio estero italiano*, Milano, Etas, 1968, p. 171.
- <sup>17</sup> A. GRAZIANI (a cura di), *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, Bologna, Il Mulino, 1989, p.56.
- <sup>18</sup> M. DE CECCO, *La collocazione internazionale dell'economia italiana*, "Note economiche", 1980, pp. 30-31.
- <sup>19</sup> H. VAN DER WEE, *L'economia mondiale fra crisi e benessere (1945-1980)*, Milano, Hoepli, 1993, p. 203.
- <sup>20</sup> De 1950 à 1965, les recettes touristiques européennes passèrent de 42,4% à 61,7% des recettes mondiales. Les dépenses touristiques européennes en 1965 représentaient 52,5% des recettes mondiales.
- <sup>21</sup> F. PALOSCIA, *Storia del turismo nell'economia italiana*, Roma, Petrucci, 1994, p. 68.
- <sup>22</sup> Les années cinquante voient une forte requalification de l'offre: les dimensions augmentent de 11 à 15 chambres par exercice, c'est à dire de 36%, ainsi que les salles-de-bain qui passent de 15,9 % des chambres en 1949 à 34,2% enregistrées en septembre 1961 (Enit, *Statistica del turismo*, avril 1962, n.48) en prévision d'une demande qui tendait à augmenter plus que les lits disponibles (Enit, *Statistica del turismo*, août 1963, n.53-54, p. 31).
- <sup>23</sup> La France et la Grande-Bretagne avaient réduit la quantité de monnaie autorisée pour les voyages à l'étranger (Enit, *Statistica del turismo*, 1955, n.9, p.8)
- <sup>24</sup> Enit, *Statistica del turismo* 1965, n. 64-65. p. 100.
- <sup>25</sup> Pour les données de la balance touristique et commerciale pour cette période cf. G. BASEVI, A. SOCI, *La bilancia dei pagamenti italiana*, Bologna. Il Mulino, 1978, pp. 214 ss. A partir de 1977 cf. BI, *Relazioni*, 1978; 1987; 1997.
- <sup>26</sup> G. BASEVI, A. SOCI, *op. cit.*, p. 135.
- <sup>27</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1962, n.49-50, p. 32. L'apport économique dérive d'estimations de l'Enit, sur les arrivées des touristes et sur la dépense relative au séjour dans les diverses catégories d'exercices de l'accueil : la différence de sa valeur par rapport à celle des entrées de devises pour voyages, tendra à disparaître avec la fin du marché parallèle de la lire. L'apport économique tenait compte en effet des transactions survenues en dehors des canaux officiels et des compensations entre agences de voyages.
- <sup>28</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1961, n.47, p.42.
- <sup>29</sup> Les premières statistiques sur l'accueil complémentaire remontent à 1957 (Enit, *Statistica del turismo*, 1957, nn. 28-32).
- <sup>30</sup> Ces derniers passèrent de 27,7% sur le total des arrivées touristiques en 1950 à 53,3% en 1965 avec des croissances annuelles moyennes supérieures à celles des touristes.
- <sup>31</sup> **Valli (1992), p. 80 ? ? ?**
- <sup>32</sup> BI, *Relazioni*, 1962, pp. 149-50.
- <sup>33</sup> G.L. MENGARELLI, *Politica e teoria monetaria nello sviluppo economico italiano*, Torino, Boringhieri, 1979, pp. 27-33.
- <sup>34</sup> BI, *Relazioni*, 1963, pp. 178.
- <sup>35</sup> Cf. l'enquête sur échantillons de 1966 (Enit, *Statistica del turismo*, 1967, n.67, p. 32).
- <sup>36</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p. 232.
- <sup>37</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1967, n. 66, p.26.
- <sup>38</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1965, n. 60, p.4; n.60-61, pp. 46, 67, 88 ss. La réduction fut de 1,1% pour les arrivées et de 2,9% pour les présences hôtelières; sur les recettes, c'est au contraire la diminution des excursionnistes et la stabilité des hôtels de luxe qui eurent une influence.
- <sup>39</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1962, n. 49-50, p.13. En nombre d'années passées dans les hôtels de luxe et de première catégorie, la présence des Italiens avait augmenté plus que celles des étrangers.

- <sup>40</sup> Par rapport à 1950, en effet, on enregistre en 1965 des croissances des présences de 351% et des croissances des lits de 497% (Enit, *Statistica del turismo*, 1965, n. 61-62, p.24; n. 68-69, pp. 68-69).
- <sup>41</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1966, n.64-65, p.88; n.63, pp. 18-19.
- <sup>42</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1966, n. 63.
- <sup>43</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1966, n. 64-65, p.101
- <sup>44</sup> G. BASEVI, A. SOCI, *op. cit.*, pp. 153, 241. Le pourcentage de couverture passait de 5% dans les années 50 à 16,4 en 1965.
- <sup>45</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1969, n. 73-74.
- <sup>46</sup> Enit, *Statistica del turismo*, 1970, n. 75-76, p. 14
- <sup>47</sup> M.L. CAVALCANTI, *Moneta e fisco in Italia La ragione dei fatti (1970-1975)*, Napoli, ESI, 1992, pp. 115-125 ; M. FRATIANNI, G. SPINELLI, *Storia monetaria d'Italia*, Milano, Mondadori, 1990, pp. 534-535.
- <sup>48</sup> A. GRAZIANI (a cura di), *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, *op. cit.*, p.25.
- <sup>49</sup> M. FRATIANNI, G. SPINELLI, *op.cit.* ; M.L. CAVALCANTI, *Moneta e fisco in Italia La ragione dei fatti (1970-1975)*, *op. cit.*
- <sup>50</sup> H. VAN DER WEE, *op. cit.*, p. 323 ss.
- <sup>51</sup> A. GRAZIANI (a cura di), *Il dollaro e l'economia italiana*, Bologna, Il Mulino 1987 ; id., *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, *op. cit.*, p. 119.
- <sup>52</sup> De -4,1% en 1974, à +16,45% en 1979.
- <sup>53</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p. 15 ss.
- <sup>54</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p. 27.
- <sup>55</sup> En 1963, l'équipement italien avait une capacité d'accueil de 15,1 et de 11,3% par rapport aux taux mondiaux; en 1973, de 9,4 et 7% respectivement (V. DEL GAUDIO, "Realtà e prospettive del turismo italiano negli anni '70" in ANIEST, *VIII convegno nazionale*, Crotone, 28-30 aprile 1973, Roma, sd 1973, p.18). Les données de l'OMT en particulier notent qu'au cours de la décennie, la croissance des arrivées italiennes avait été bien inférieure à celle enregistrée par ses concurrents directs (Grèce, Espagne, Yougoslavie, Portugal). V. MTS, *Secondo rapporto sul turismo italiano*, 1986, pp.48-49.
- <sup>56</sup> P. BARUCCI, E. BRANDUZZI, "La concorrenza turistica nei paesi del Mediterraneo. Uno studio su base statistica" in *Rassegna di studi turistici*, 1979, p.127 ss.
- <sup>57</sup> L'indice d'occupation hôtelière du début des années soixante-dix est de 32,6% contre 47% pour la moyenne mondiale. (V. DEL GAUDIO, *art. cit.*, 1973, p. 23).
- <sup>58</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p. 66; G. MATULLI, "Il quadro quantitativo" in A. VAN BERGER, *Rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Giunti, 1977. Les données Enit pour 1974 signalent, en regard d'une réduction de 4% environ des arrivées hôtelières des clients étrangers, une chute de 11,6% des arrivées extra-hôtelières; pour les présences, on a respectivement -1,4 et -8,9%.
- <sup>59</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p. 102,103; MTS, *Secondo rapporto sul turismo italiano*, 1986, pp. 79-90; MTS, *Terzio rapporto sul turismo italiano*, 1988, p. 155.
- <sup>60</sup> Entre 1970 et 1976, la balance des paiements monétaire a enregistré, entre les recettes les plus faibles et les dépenses les plus importantes concernant les voyages à l'étranger, un solde inférieur à celui réel d'environ 2850 millions qui correspondaient à des exportations de capitaux. En 1980, il y eut d'autres exportations de capitaux pour environ 600 millions qui provoquèrent la sous-évaluation des entrées touristiques. Dans la balance des paiements économique, la BI apporta les corrections relatives (G. BASEVI, A. SOCI, *op. cit.*, p. 214 ss).
- <sup>61</sup> Pour éviter les exportations de capitaux à travers le tourisme passif de 1973 à 1986, on imposa des limites à la concession de monnaie à des fins touristiques : la sévérité du maximum autorisé, initialement fixé à 500000 liras, puis en juillet 1982, à 1600000 liras, encouragea pourtant la tendance à effectuer des exportations illégales de devises italiennes. A cause de l'inconvertibilité de la lire-billet de banque, les banques étrangères cédaient les devises exportées illégalement à ceux qui en faisaient la demande pour raisons de tourisme. BI, *Relazioni*, 1995, p. 27.

<sup>62</sup> Aux entrées, il a été possible d'appliquer le déflateur (base 1990) du secteur hôtels et établissements publics.

<sup>63</sup> De 1,8 à 2,4% du PIB; en termes réels, les CINR augmentaient plus que le PIB (MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, pp.216-218).

<sup>64</sup> Malgré cela, entre 1960 et 1990, les arrivées étaient six fois plus importantes même si le pourcentage était tombé de 73 à 62% (DT, *Settimo rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1995, pp.8-9).

<sup>65</sup> MTS, *Terzo rapporto sul turismo italiano*, 1988, p.112-113.

<sup>66</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p.17; MTS, *Terzo rapporto sul turismo italiano*, 1988, pp.69, 112-115; MTS, *Quarto rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1991, p.35.

<sup>67</sup> MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1993, p. 417.

<sup>68</sup> M.L. CAVALCANTI, "Alcune note sull'economia italiana nel contesto internazionale", in *Studi economici*, 1994, p. 124; M. DE CECCO, "Il sistema monetario europeo e gli interessi nazionali" in P. GUERRIERI, P. C. PADOAN, *L'economia politica dell'integrazione europea*, Bologna, Il Mulino, 1988.

<sup>69</sup> L'indice de compétitivité calculé par l'OCDE en pondérant les prix et les changes passe de 100 en 1980 à 127,9 en 1990. (MTS, *Sesto rapporto sul turismo italiano*, 1993, pp.205 et 211). Selon la Banque d'Italie, entre 1980 et 1988, la perte de compétitivité avait été de 25% (M. GRASSI, "Tante sofferenze dietro gli alti prezzi" in *Politica del Turismo*, 1993, p.25 ss).

<sup>70</sup> MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, 1991, p. 94 et p. 467.

<sup>71</sup> Certains auteurs ont identifié la phase de maturité du cycle de vie d'une zone touristique comme étant caractérisée par une croissance avec des accroissements marginaux décroissants qui serait suivie d'une phase de stagnation avec des problèmes d'environnement, sociaux et économiques. C. COOPER, "Il ciclo di vita delle località turistiche" in *Politica del Turismo*, 1990, pp.68-69.

<sup>72</sup> J. FOREMAN-PECK, *Storia dell'economia internazionale dal 1850 a oggi*, Bologna, Il Mulino, 1999, p. 541.

<sup>73</sup> W. PAHR, "Le tendenze del turismo internazionale", in *Rassegna di studi turistici*, 1987 p. 15.

<sup>74</sup> P. GUERRIERI, C. MILANA, *L'Italia e il commercio mondiale*, Bologna, Il Mulino, 1990.

<sup>75</sup> MTS, *Secondo rapporto sul turismo italiano*, 1986, pp.354-355. MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, 1993, pp.176 et 205.

<sup>76</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, p.173.

<sup>77</sup> DT, *Settimo rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1995, p.175.

<sup>78</sup> MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, 1993, p.152.

<sup>79</sup> MTS, *Primo rapporto sul turismo italiano*, 1984, pp.217 et 222 et ss; MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, 1993, pp.152 et 157.

<sup>80</sup> A. GRAZIANI, *Lo sviluppo dell'economia italiana*, Torino, Boringhieri, 2000, pp. 159-60.

<sup>81</sup> DT, *Settimo rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1995, p. 147.

<sup>82</sup> En divisant, comme il se doit, l'accueil hôtelier en trois catégories, on a trouvé entre 1973 et 1980 une réduction des présences dans la catégorie inférieure (-3,2%), contre +134,5% dans la catégorie moyenne et 108,3% dans la catégorie supérieure. Cf. R.S. CORALLINI, "Analisi dell'offerta e della domanda turistica: quindici anni di turismo", in *Politica del turismo*, 1990, p. 15 ss.

<sup>83</sup> MTS, *Quinto rapporto sul turismo italiano*, 1993, pp. 43-44. En 1982 étaient 41.526 et 1.579.000 lits; en 1996, 34.296 et 1.738.000. Entre 1973 et 1988 le numero des hôtels se réduit de 12,7% à cause de la diminution de 27,75% de ceux de la catégorie inférieure et la dimension moyenne passa de 34,1 à 44,9 lits, cf. R.S. CORALLINI, *art. cit.*, p.15 ss.

<sup>84</sup> DT, *Ottavo rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1998, p. 210; DT, *Settimo rapporto sul turismo italiano*, Firenze, Mercury, 1995, p. 252.

<sup>85</sup> A. GRAZIANI, *Lo sviluppo dell'economia italiana*, *op. cit.*, pp. 164-165.

<sup>86</sup> Enit, *Allegato al piano esecutivo 1998*, Rapporto n.6.